GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ABONNEMENT.
 PARIS ET LES DÉPARTEMENTS :
 Un an, 72 fr.
 Six mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr.
 ÉTRANGER :
 Le port en sus, pour les pays sans
 échange postal.

BUREAU :
 RUE MARLY-DU-PALAIS, 2,
 en face du quai de l'Horloge,
 à Paris.
 (Les lettres doivent être adressées.)

AVIS.

Nous rappelons à nos abonnés que la suppression du journal est toujours faite dans les deux jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Pour faciliter le service et éviter des retards, nous les invitons à envoyer par avance les renouvellements, soit par un mandat payable à vue sur la poste, soit par les Messageries impériales ou générales, qui reçoivent les abonnements au prix de 48 francs par trimestre, sans aucune addition de frais de commission.

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour impériale de Paris (1^{re} chambre) :
 Succession Michel, codicile modificatif du legs universel fait au profit de M. Lejeune. — Tribunal civil de la Seine (1^{er} ch.) : Le drame l'aveugle, par MM. Demery et Anicet-Bourgeois; demande en dommages-intérêts formée par M. Arsène de Cey contre MM. Demery et Hostein, directeur de la Gaîté.

JUSTICE CIVILE

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (1^{re} ch.).

Présidence de M. le premier président Delangle.

Audiences des 25 et 26 mai.

SUCCESSION MICHEL. — CODICILLE MODIFICATIF DU LEGS UNIVERSEL FAIT AU PROFIT DE M. LEJEUNE.

(Voir les plaidoiries de M^{rs} Berruyer et Dufauré, dans la Gazette des Tribunaux des 12 et 19 mai.)

M. le premier président : Maitre Crémieux, vous avez la parole; vous savez que la Cour vous accorde une heure de réplique.

M^{rs} Crémieux : Monsieur le premier.

Summa sequar fastigia rerum.

Au point où le débat est parvenu, il ne s'agit plus ni de pensées nouvelles à produire, ni de recourir à des phrases éloquentes. Le codicile est-il vrai? Le codicile est-il faux?

Marchons rapidement. L'adversaire dit : Le codicile est faux; il se fonde sur cette conclusion du rapport :

« Le codicile ne paraît être ni écrit, ni signé par l'auteur des pièces de comparaison. Il paraît être une œuvre d'imitation, habilement produite par une main qui s'est exercée plus ou moins longtemps, à l'avance, à reproduire fidèlement au courant de la plume les caractères de l'écriture du sieur Michel aîné, et sa signature. »

Et l'adversaire triomphe et proclame le codicile faux. Mais les experts avaient écrit cette phrase qui fait naître tant de réflexions et sur laquelle nous reviendrons bientôt :

« Cet acte paraît sincère, et si, par extraordinaire, il est faux, c'est une œuvre d'exception telle qu'on en voit peu, et sur la nature de laquelle il pourra être difficile de se prononcer avec conscience en toute sécurité. »

Je ne crains pas de dire au début de cette discussion : devant une telle déclaration, dire que le testament est faux, le proclamer faux, c'est être plus que téméraire. Consciencieusement, les experts ne peuvent se prononcer en toute sécurité.

Quel pas immense depuis le jugement! Le Tribunal avait dit : L'aspect seul du codicile prouve qu'il est l'œuvre d'un faussaire!

Et cependant, nous avons soutenu devant la Cour la sincérité de l'acte; cette arme si bien trempée s'est émoussée dans la main même de notre habile contradicteur, et, selon les experts, l'acte paraît sincère; si, par extraordinaire, il est faux, c'est une œuvre sur laquelle on ne peut se prononcer en conscience avec toute sécurité.

C'est ainsi que nous entrons aujourd'hui dans le débat. Je veux aller plus loin. Je concède à l'adversaire que c'est à nous de prouver la sincérité du titre. Je puis la prouver par titres, par experts, par témoins; seulement, deux principes non moins certains qu'il faut m'accorder : le premier, c'est que les magistrats, même après un rapport, sont les premiers experts; le second, c'est qu'à côté de la preuve testimoniale, la place toujours la preuve par présomptions graves, précises, concordantes.

A la clarté de ces deux grands principes, à la lueur du rapport des experts, abordons la discussion.

Rien n'a manqué dans l'intérêt de Lejeune. Certes, la première plaidoirie de son défenseur avait été complète; avant la seconde, on a imprimé le rapport d'une façon toute particulière. On avait souligné, mis en petites majuscules, en grandes majuscules toutes les phrases qui semblaient favorables à la cause de Lejeune, comme si les experts avaient voulu appeler l'attention de la Cour sur ces passages; puis l'avocat a plaidé comme il plaide, et voilà que hier on a distribué sa défense imprimée, comme pour en mieux graver le souvenir dans les esprits.

A nous, l'audience suffira.

Messieurs, avant d'en venir au rapport, veuillez vous rappeler notre premier débat sur la double question que je pose : Le codicile est-il vrai? est-il faux? Il vous souvient encore de cette comparaison si détaillée entre le testament du 13 et le codicile, comparaison d'où mon contradicteur faisait jaillir tant de preuves de la fausseté de notre acte.

Il disait : « Le caractère général de l'écriture de Michel aîné est celui d'une coulée mêlée de bâtarde; le caractère de l'écriture du codicile est celui de l'anglaise. » La main qui l'a fabriquée, habituée à tracer les caractères de l'écriture anglaise, n'a pu se défendre de cette habitude originelle.

Certes l'argument était vif. Les experts ont répondu en ces termes :

« Avant tout, il est essentiel de noter que l'écriture du codicile du 17 mars 1838 est un mélange où se rencontrent des caractères de deux genres différents, de la coulée et d'une sorte de bâtarde qui ne sont pas de notre époque. »

L'adversaire disait : « Le caractère distinctif d'une pièce fabriquée est d'être calquée et en quelque sorte dessinée d'après l'écriture véritable que le faussaire a sous les yeux. »

Écoutez les experts :

« On n'y remarque aucune trace de calque ou de décalque auxquels le contrefacteur a le plus ordinairement recours en

pareil cas. »

L'adversaire ajoutait : « Autre preuve de faux : l'encre du testament est de couleur noire, plus ou moins foncée, mais toujours noire. Dans le prétendu codicile elle est unicolore, elle n'est pas noire. »

Écoutez les experts :

« Quant à nous, nous ne saurions prendre pour un indice de faux des différences dans la couleur de l'encre comme plusieurs de celles qui ont été signalées et qui se rencontrent sur quelques lettres. »

L'adversaire continuait ainsi :

« Les marques distinctives de l'imitation plus ou moins habile consistent dans des retouches nombreuses; elles sont abondantes dans la pièce fabriquée. »

Les experts répondent :

« Les surcharges ou retouches sont loin de prouver contre l'écriture du codicile, non point parce que de telles retouches peuvent se produire et se produisent parfois sous toutes les plumes, mais parce que le testament du 13 mars 1838, que tout le monde reconnaît pour être écrit par Michel aîné, en fournit lui-même de plus nombreux exemples. »

L'adversaire disait encore, et le Tribunal l'avait suivi sur ce terrain :

« L'état matériel de la pièce n'est pas favorable à la conviction que cette pièce est fautive. »

Les experts ont dit :

« Nous ne saurions prendre non plus pour un indice de faux les macules et déchirures du codicile, car leur aspect, leur nature et la place qu'elles occupent semblent indiquer qu'elles n'ont qu'une origine accidentelle. »

Enfin l'adversaire terminait par cette remarque, adoptée aussi par le Tribunal :

« L'encre du codicile est couleur de suie, comme vieillie à dessein. »

Les experts ont répondu :

« La couleur affaiblie et bistrée de l'encre et son aspect général suffisent pour révéler aux yeux expérimentés son origine déjà ancienne. »

Ainsi tombent et s'évanouissent ces preuves geminées du faux, qui avaient produit une si vive impression.

Mais Lejeune n'est pas ému de cette défaite, il s'en arrange fort bien.

Le codicile n'a pas l'écriture anglaise, il présente, au contraire, comme le testament, les deux caractères, coulée ou bâtarde; soit, n'en parlons plus.

Le calque et le décalque n'existent pas; eh bien, laissons le calque et le décalque.

Les retouches ne signifient rien; il y en a bien plus dans le testament que dans le codicile; mais qu'est-il besoin de s'arrêter aux retouches?

Les déchirures, les macules, l'état matériel de la pièce n'ont pas été faits pour donner à la pièce une apparence de vieillillesse; à la bonne heure, c'était une erreur de notre part, sans conséquence.

L'encre couleur de suie n'a pas été adoptée pour faire croire que le codicile, qui est jeune, était vieux; convenons que le codicile est vieux, et qu'il ne soit plus question de sa jeunesse.

Messieurs, une pareille défense est fort commode; mais l'admettez-vous? Non, non. Quand des observations si graves, si précises tombent et s'évanouissent l'une après l'autre, nous avons le droit de dire à Lejeune : « Vous prétendez prouver le faux par la réunion de ces observations, toutes vous échappent, le faux tombe avec elles. »

Qu'il reste surtout, Messieurs, de cette première partie de la cause, une vérité désormais incontestable : le testament est ancien, son écriture bâtarde et coulée n'est pas de notre époque.

Cette vérité aura une conséquence décisive au procès, et la voici :

Si le testament était jeune, il serait faux; s'il est vieux, il ne peut pas être faux. S'il était jeune, il serait faux, car alors il est bien évident qu'en 1838 Lafont d'Auxonne n'aurait pu en faire mention dans ses lettres; d'ailleurs, dans ces derniers temps, dans cette noce d'individus qui s'étaient jetés sur l'espérance de la succession comme sur une proie, on peut supposer un faussaire; mais si le codicile est vieux, il est vrai; car alors les lettres de Lafont d'Auxonne l'ont déclaré, l'ont fait connaître; et d'ailleurs, où serait le faussaire? L'abbé Lafont? C'est la première fois que vous prononcez ce nom comme possible, mais vous avez reculé devant cette odieuse accusation quand le débat s'est animé en première instance, quand nous vous avons dit : « Voilà une foule de pièces émanées de l'abbé Lafont; des sermons, des lettres, des écrits de toutes sortes; prenez, examinez. Et puis, dans quel intérêt? Dans le sien? Non. Dans celui de sa nièce? Quoi! un faux pour une autre personne que le faussaire? Mais alors, pourquoi le cacher, le dérober à tous les yeux? C'est folie. Ah! Lafont aurait-il fait fabriquer le codicile? Mais le complice d'un pareil acte, quelle somme d'argent a-t-il donc recue? Lafont n'avait pas de fortune; c'est absurde. »

Non, non, vous avez soutenu qu'on avait donné au testament l'aspect de la vieillesse, qu'il était jeune, qu'il datait d'hier; vous niez aujourd'hui votre prétention renversée; vous raisonnez avec le vieil testament, parce que le jeune était dans votre imagination, mais la défense reste : le testament est vieux, donc il est vrai.

Messieurs, je ne veux arrêter votre attention sur le rapport que pour rappeler et détailler ce qui, dans sa rédaction, condamne le codicile.

J'entrerais dans peu de détails, je prendrai les grandes objections.

Avant tout, permettez-moi une réflexion d'une importance extrême : Les experts n'avaient devant eux que six pièces de comparaison : une de 1830, une de 1832, une de 1837, et trois notes de visites de 1837 au 9 mars 1838. Michel aîné mourut le 21.

Les experts ne vont procéder que sur ce petit nombre de pièces, et cependant, leur plus grand argument contre le codicile, je pourrais dire leur seul argument, c'est que le codicile ne reproduit aucunement les habitudes graphiques de Michel aîné.

Quoi! vous avez découvert dans ce nombre infiniment petit d'écrits de Michel ses habitudes graphiques? Oh! si Lejeune, dont la maison est pleine d'écrits émanés de Michel aîné, avait ouvert ses tiroirs aux experts et leur eût dit : « Examinez et jugez l'acte, » si sur cette masse de documents les experts avaient procédé, je comprendrais; mais non, Lejeune a tout caché, tout refusé, même une lettre écrite par Michel aîné à Berruyer. Comment la Cour adopterait-elle que, dans ce qui reste, les habitudes graphiques de Michel aîné s'établissent visiblement?

Une seconde réflexion non moins importante est celle-ci : Les experts n'accusent pas le codicile de renfermer des mots, des lettres qui ne soient pas conformes à l'écriture de Michel, ils l'accusent de reproduire plus fréquemment les lettres que Michel reproduisait le moins, et de reproduire moins

souvent celles que Michel retraçait le plus. Mais quoi! juger sur six pièces le plus ou le moins, est-ce juste?

Remarquez bien que je n'attaque ni les intentions ni le savoir des experts; leur probité, leur intelligence sont hors du débat. Pour la première fois, peut-être, les experts obtiennent l'hommage de tous; mais ce savoir même les entraîne hors des limites, ils mettent la subtilité à la place de la science. Et que ce que je dis ne les blesse pas; rien n'est plus voisin de me le permettre sans application : Quel est l'homme le plus subtil dans la science du droit? celui qui s'est le plus pénétré des lois romaines et de nos lois modernes. C'est la faiblesse de l'esprit humain. A mesure qu'on étudie plus à fond, que l'on creuse plus avant, on met des fictions dans le sein même des réalités. Tenez, écoutez un traducteur, il a si bien lu, relu, médité le livre, qu'il y trouve des choses inouïes; il fait des découvertes, il étale des admirations que l'auteur original serait bien surpris de voir apparaître. Vous connaissez l'adage : *Timeo hominem antus libri*.

Et que sera-ce, messieurs, quand la partie de la science qu'on étudie ne repose elle-même que sur des conjectures? Ohi, les experts, quand ils arrivent à un examen défavorable pour nous, disent eux-mêmes ces expressions remarquables :

« Ces raisons et ces éléments sont d'un autre ordre, moins susceptibles de frapper toutes les vues, et de parler à tous les esprits. Ils appartiennent, nous devons le dire, à cette catégorie d'appréciations qui, plus particulièrement, sont le domaine de l'art conjectural. »

Après avoir ainsi exposé tout ce qui peut mettre en garde contre ce qu'il appelle les illusions de la science, l'avocat s'attache à combattre les passages du rapport qui établissent, d'après les experts, cette science même. Nous regrettons que l'espace ne nous permette pas de reproduire cette partie du plaidoyer.

Arrivé à l'examen des lettres, l'avocat s'arrête plus spécialement sur la lettre O qui a plus spécialement arrêté les experts.

La lettre O, dit-il, mérite un examen. Les experts font remarquer que cette lettre, sous la plume de Michel, affecte les trois formes suivantes : 1^o l'ordinaire, et 2^o l'O très ouvert sur le haut et bouclé à sa terminaison, et 3^o l'O imitant complètement la lettre U; celui des trois que Michel aîné emploie le plus souvent, c'est l'O ordinaire, ensuite l'O bouclé; l'O imitant l'U se reproduit le moins souvent. Eh! bien, chose notable, dans le codicile, il ne se trouve pas un seul O ordinaire, on n'en compte que trois bouclés, on en trouve 48 imitant l'U.

Je conviens de ce fait, reprend M^{rs} Crémieux; mais les experts n'ont vu que le codicile, ils n'ont pas examiné les pièces de comparaison. L'avocat les met sous les yeux de la Cour et il trouve les résultats suivants :

Premier résultat. Les six pièces de comparaison renferment 98 fois la lettre O. Deux d'entre elles n'ont point d'O ordinaire; une n'a point d'O bouclé.

Deuxième résultat. Les 98 lettres O se divisent ainsi : ordinaires 41, bouclés 23, imitant l'U 34.

Ce n'est pas tout, ajoute M^{rs} Crémieux, la lettre écrite à Berruyer renferme 13 fois la lettre O, treize fois la lettre imitant l'U. Fiez-vous maintenant à ces calculs et formez-vous une opinion sur ces chiffres ainsi établis!

C'en est assez, messieurs, sur le rapport en ce qui nous est défavorable; je crois que les conjectures ne suffisent pas à démentir que l'acte n'est pas écrit de la main de Michel. Que vous dirai-je maintenant de ce que le rapport fournit de favorable à notre cause? Rappelez-vous comment il combat les présomptions de faux signalées par la défense de Lejeune. Pour moi, je me borne à vous rappeler les douze premières pages de ce travail qui nous semblent ne pas souffrir de contestation possible.

Messieurs, si mon adversaire s'était borné à faire valoir le rapport des experts, je bornerais là ma défense; mais il a compris qu'il fallait porter ailleurs le débat, et notre première bataille s'est renouvelée. Seulement elle a présenté un aspect nouveau. C'est Lafont d'Auxonne qui est devenu l'objet des plus affreuses calomnies. Qu'écrasait dit dans son ouvrage : « Lafont d'Auxonne jetait, à la révolution, le froc aux orties; il figurait, en 1827, dans un procès où sa moralité recevait une dure atteinte. » Nous avions répondu : « Mensonge dans les deux faits. Lafont n'entra dans les ordres qu'en 1840; il en sortit en 1822, avec désespoir. Quant au procès, il n'y en a pas même de trace. »

Messieurs, l'adversaire a trouvé les détails du procès en 1826; il les a lus. Permettez à Victorine Guiton, à la nièce chérie de Lafont, de réhabiliter ici sa mémoire.

Laissez-moi dire ce que fut l'abbé Lafont; je serai court, mais la justification sera complète. Il a vécu quatre-vingts ans, il n'a pas subi une seule discussion personnelle. Ce qui le força, messieurs, à quitter les fonctions sacerdotales, c'est une vive et ardente querelle avec le curé de Saint-Germain-Auxerrois, prêtre assermenté, qui affirmait avoir donné à l'infortunée Marie-Antoinette les derniers secours de la religion, après l'avoir confessée, au moment où elle allait à l'échafaud. L'abbé Lafont accusa ce récit de mensonge; un prêtre assermenté ouvrant le chemin du ciel à Marie-Antoinette, c'était pour lui un blasphème. Il lui fut interdit de dire la messe. Voilà la vérité, mais ce n'est pas moi qui veux la dire; voici un livre qui l'oppose aux mensonges : Ce livre, il s'appelle le Livre Noir, imprimé en 1829, et je n'ai pas de raison pour le vanter; car j'y suis moi-même fort mal traité, sous le rapport politique, s'entend; il paraît que j'étais déjà un fort mauvais citoyen en 1824.

Écoutez ce qu'il dit de l'abbé Lafont :

« Depuis quelque temps nous étions informés que des membres influents du clergé de Paris étaient divisés d'opinion relativement à l'interdiction des fonctions sacerdotales de M. Lafont, ancien desservant à l'église St-Etienne-du-Mont. Les uns taxent le sieur Lafont d'irréligion, d'intempérance, ajoutant qu'il est parfois atteint d'aliénation mentale, qu'enfin son interdiction est juste et bien fondée. Les autres proclament la piété, la franchise, les talents, la tempérance, la charité chrétienne du sieur Lafont, et soutiennent que son interdiction est injuste et mal fondée. »

M. F. Gaspard Lafont, âgé d'environ cinquante ans, né à Auxonne, était desservant à l'église de St-Etienne-du-Mont, à Paris; il demeura alors dans ses meubles, place de l'Estrapade, 28.

C'est un homme dont les vertus sont dignes de tous les respects; mais il eut le malheur, dit-on, de donner quelques conseils à quelques-uns de ses collègues. Sa franchise déplut; on lui créa une réputation de fou; on prétendit qu'il était franc-maçon, affilié à la loge des Chevaliers du Temple, qui se réunissait rue de Grenelle-St-Honoré, 43. Renseignements pris, nous pouvons certifier que cette dernière inculpation surtout est absolument fautive. Enfin, il y a environ cinq ans, il fut interdit de ses fonctions sacerdotales. A la première nouvelle de ce malheur, il tomba sur le carreau, privé de connaissance. On vint à son secours; il reprit ses sens. On ne lui entendit faire que cette seule plainte : « Mon Dieu! qu'ai-je donc fait?... »

Voilà, messieurs, comment il jeta le froc aux orties! Quelques lignes encore, elles valent la peine d'être lues :

« Une foule de pauvres honteux attestent ne devoir leurs vêtements et une partie de leur subsistance qu'à la charité de

l'abbé Lafont, dont on cite plusieurs traits honorables. Il était directeur d'une demoiselle Noiret, qui, dix minutes avant de mourir, lui fit don de 6 000 fr. en numéraire; l'accepter, mais aussitôt il réintégra cette somme es mains du légitime héritier.... »

« M. Lafont, pendant plusieurs années, a soutenu jusqu'à la mort, pendant sa maladie et sa misère, la femme Legris, âgée de quatre-vingt-deux ans, qui demeurait rue des Postes. »

Oh! oui, c'était un bonhomme que l'abbé Lafont, et le curé de Drancy, M. Pilet, lui rend hommage en ces termes :

« Nous avons consulté nos paroissiens et paroissiennes les plus âgés et portés par leur âge de nous renseigner sur l'abbé Lafont. Il résulte de leurs déclarations qu'ils ont reçu leur instruction et fait leur première communion de M. Lafont. Tous ont conservé une grande vénération pour sa mémoire. »

Victorine Guiton était à la fois la nièce de Lafont et la petite cousine de Michel. Le père de Victorine Guiton, frère d'armes de Michel aîné, lui avait sauvé la vie; tous deux étaient rentrés ensemble dans la vie civile; Guiton avait repris du service; parti volontairement en 1792, il est mort colonel au combat d'Eylau.

Or, le codicile rappelle toutes ces choses par les dispositions qu'il renferme. Qui donc pouvait être au courant de tous ces faits? Lafont, qui avait été en 1808 et en 1809 dans les relations les plus honorables pour lui avec le roi de Hollande, avec finance, une pension de 200 fr. par an, comme marquis de muni souvenir pour lui, Lafont, après son interdiction, s'était livré à des études littéraires, puis il était entré dans la maison Michel, et c'est alors qu'en 1831, au mois d'avril, au mois de juin, au mois d'octobre, il écrivit à sa nièce les lettres que la Cour connaît déjà, et dans lesquelles il exprimait l'espoir, l'assurance même, d'après la conviction acquise par lui dans ses relations et ses occupations permanentes dans la maison, que Victorine Guiton recevrait, après le décès de Michel, des avantages assez considérables, que le sort de celle-ci ne pouvait tarder à être amélioré par le legs sur lequel elle pouvait compter, etc. »

C'est encore la correspondance de Lafont, toujours si bien instruit, qui constate, en 1838, les mêmes espérances, les mêmes certitudes pour sa nièce chérie.

Mais, dit-on, comment expliquer le retard dans la production du codicile? L'explication est facile; c'est M^{lle} Sophie Lejeune qui en était détentrice, et qui, en le remettant à Lafont, était convenue avec lui de ne pas le produire immédiatement, pour ne pas contrarier Michel jeune, qui, alors, était dans un état valétudinaire que peignait, dans sa correspondance, l'abbé Lafont, lequel ajoutait : « Quant à moi, malgré mon âge, je ne suis pas si fatigué que lui et, quand j'ai fait un peu de toilette, il n'y paraît pas. »

L'in vraisemblance du faux résulte des lettres de Lafont, qui parlent d'un codicile, des dispositions mêmes du codicile.

Mais, objecte-t-on, est-ce Michel aîné, ce disciple d'Hellvétius et du baron d'Holbach, qui aurait commencé son codicile par ces mots : « Je recommande mon âme à Dieu! et c'est que Dieu le mène, » je ne puis croire à l'impossibilité du retour de l'athée lui-même à des idées religieuses au moment suprême; et je trouve d'ailleurs, dans la circonstance, le témoignage de M. le premier président Séguier, qui atteste que Michel aîné est mort en chrétien; je souhaite, ajoute M. le premier président, une fin aussi chrétienne à tous ceux qui attaquent le défunt. N'y a-t-il pas, d'ailleurs, une autre lettre de M. le premier président, qui confirme l'assurance donnée par Michel jeune que la famille ne sera point oubliée par lui? Ne comprend-on pas, par conséquent, qu'on ait cru devoir attendre le décès de Michel jeune pour produire le codicile?

Qu'importe que le codicile ne nomme pas par leurs noms et prénoms les sœurs et les enfants des sœurs de son auteur? Cette omission, cette désignation du titre seul de sœurs et d'enfants des sœurs est une véritable indication de l'affection que leur portait Michel aîné.

Qu'importe encore qu'il y ait dans ce codicile un don pour M^{lle} Sophie Lejeune et pour le fils de celle-ci? Sans doute ce don pouvait ne pas s'y trouver; mais, d'une part, si c'est une petite famille faite par Michel aîné à Dieu qui pardonne tout, Michel en avait fait bien d'autres plus grandes, et, d'autre part, ce don était de nature à contenter Michel jeune et à s'emparer de son esprit.

Quant à la dernière disposition, les legs aux pauvres et à l'église de Vitry, elle peut avoir pour objet de réparer un scandale, dans lequel avait été prononcé le nom des deux frères Michel; elle appelle sur ce nom des prières dont il peut à l'un et à l'autre être tenu compte dans un monde meilleur.

Je sais, dit en terminant M^{rs} Crémieux, que nous avons une preuve à faire; mais les magistrats sont les premiers experts dans l'examen dont il s'agit; ils peuvent se prononcer d'après des présomptions graves, précises et concordantes; ces présomptions, nous les produisons; et, en définitive, notre réclamation est juste et morale, et le succès, qui n'enlèvera qu'une portion de la fortune léguée par le testament du 13 mars, bénéficiera aux héritiers légitimes, dont la situation est digne de tout l'intérêt de la justice.

M. de Gaujal, avocat-général :

En prenant la parole pour m'expliquer sur le résultat de l'expertise et sur la clôture de la discussion, je crois utile de jeter un rapide coup d'œil sur les faits afin de préciser les véritables limites de ce procès.

Michel aîné meurt le 21 mars 1838, instituant Michel jeune légataire universel par un testament du 13 mars, fait six jours auparavant, et qui alors est le seul acte de dernière volonté mis en lumière.

Michel jeune se met en possession de la succession; il la garde toute sa vie, sans contestation aucune. A son tour il meurt en 1852, instituant Marc Lejeune légataire universel.

Ce dernier est ainsi investi de la fortune des deux frères; ce n'est qu'en 1835 qu'apparaît le codicile du 17 mars 1838, postérieur de deux jours seulement au testament, et qu'on vient disputer à Marc Lejeune la moitié de la fortune de Michel aîné.

Voilà les faits; le codicile est-il faux, est-il sincère? C'est un acte qui n'a rien d'authentique; il est sous seings privés; l'écriture en est déniée; il ne se suffit pas à lui-même; ceux qui le produisent doivent en prouver la sincérité. Ces principes sont reconnus par toutes les parties.

Sans doute, à l'époque de votre arrêt du 29 décembre 1856, vous étiez saisis de tous les éléments du débat; tous ces éléments avaient été alors approfondis; vous ne les avez pas appréciés par cet arrêt. Mais, si vous les avez ainsi réservés, il faut reconnaître qu'en ordonnant l'expertise vous avez implicitement jugé que ces éléments premiers n'étaient pas suffisants pour éclairer vos consciences, que ces éléments n'étaient pas concluants, et qu'à ce moment la preuve de la sincérité du codicile n'était pas faite.

L'expertise a-t-elle démontré cette sincérité? Là est le procès.

Je dis que la preuve, avant l'arrêt du 29 décembre, n'était pas faite.

Le codicile, en effet, était produit dix-sept ans après sa date, dans des conditions essentiellement suspectes. D'où venait-il? Comment avait-il si longtemps sommeillé? Il n'était

pas possible de ne pas se tenir en garde contre cette production. Qu'est-il résulté des explications données sur sa découverte, sa disparition, sa mise en lumière? Les appellants ont, à ce sujet, présenté une version que nous devons rappeler.

Après la mort de Michel aîné, le codicille avait été trouvé par un domestique dans les papiers du défunt; ce domestique, dévoué à M^{lle} Lejeune, avait porté l'acte à celle-ci; mais, convaincu qu'elle irriterait Michel jeune en le faisant apparaître immédiatement, Sophie Lejeune l'avait confié à l'abbé Lafont; et Lafont, bien qu'intéressé à sa production, à cause du legs important qu'y recevait sa nièce, avait consenti à cette dissimulation de l'acte jusqu'à l'époque du décès de Michel jeune; Lafont est décédé avant ce dernier, et on a trouvé le codicille dans les papiers de Lafont.

Tout, il faut le dire, dans cette version, est invraisemblable. Comment un domestique de Michel aîné aurait-il trouvé le codicille dans les papiers de celui-ci, lorsque ces papiers avaient été soigneusement inventoriés? Michel aîné, on le sait, avait confié son testament au 15 mars à d'émouents magistrats; comment n'en eût-il pas fait autant pour son codicille?

Comment, d'un autre côté, Sophie Lejeune eût-elle, sans précaution, sa sgarantie aucune, confié le codicille à l'abbé Lafont, qui pouvait y trouver une fortune en le produisant, et déjouer tous les calculs de Sophie Lejeune? Comment l'a-t-on lui-même aurait-il gardé, pendant onze ans, cet acte sans le produire, sans le faire parvenir à sa nièce, et, finalement, comment n'aurait-il pas, avant sa mort, sauvé ce même acte, qui se serait trouvé mêlé, dans une malle, à des papiers sans valeur?

À côté de ces invraisemblances, je crus devoir, en concluant, produire des faits par moi recueillis dans l'instruction criminelle dirigée à la requête des héritiers Michel contre Lientaud et Jacquinet, inculpés de faux. La version de Lientaud était toute autre que celle des héritiers. Le codicille, disait-il, après la mort de Michel aîné, était parvenu à Michel jeune; le fait est vraisemblable, en effet; puis Michel jeune l'avait tu caché, fait beaucoup moins vraisemblable; car Michel jeune, trouvant une pareille pièce, l'eût bien plutôt détruite que cachée. Mais, enfin, qu'il l'eût cachée, ce n'était pas absolument inadmissible.

Puis, disait encore Lientaud, Sophie Lejeune, qui jouissait d'une grande influence près de Michel jeune, avait découvert le codicille, l'avait soustrait et l'avait donné en garde à Lafont pour le produire au décès de Michel jeune.

Cette hypothèse était possible; mais, d'après la plaidoirie que la Cour vient d'entendre, je me demande si je ne puis pas produire une troisième version, à l'état d'hypothèse pure, qui cependant ferait comprendre l'intérêt qu'il y eût à fabriquer un acte faux, et qu'il n'est pas possible que le codicille produit soit sincère.

Si le codicille est sincère, dit-on, il est vrai; pour qu'il soit faux, il faut qu'il soit faux, et qu'il soit faux.

Je réponds à cet égard (et je ne veux pas qu'on se méprenne sur mes paroles, je ne veux incriminer personne, mais là où on réunit tant de présomptions pour triompher de l'incertitude qui entoure l'origine de l'acte, il m'est permis, hypothétiquement, qu'on l'origine bien, de me livrer à la même recherche). Je réponds : la situation de Sophie Lejeune chez Michel jeune était précaire, elle pouvait craindre de perdre son affection, et dès lors son avenir et celui de son fils étaient perdus.

Je le répète, je n'accuse personne, je ne présente qu'une hypothèse, et je ne vais pas au-delà.

Lafont n'est pas, en réalité, l'auteur du faux, son écriture avérée est trop dissimulée avec celle de l'acte en question; mais Lafont, connaissant les habitudes, les antécédents des deux frères, ne pouvait-il pas, sous tous les rapports, vouloir et préparer le faux, et diriger les études d'un faussaire? N'avait-il pas tous les documents utiles dans ce but? Evidemment, il les possédait.

En bien! si cette hypothèse est admissible, on ne peut plus plaider que le codicille n'est pas l'œuvre d'un faussaire. Et, en maintenant cette supposition, quoi de plus concordant avec toutes les situations?

La famille reçoit la moitié de la fortune; ce n'est pas Lafont qui est gratifié, c'est sa nièce Victorie Guitou; le legs même fait aux pauvres de Vitry a pour but de faire comprendre, par une pensée religieuse, le retour du testateur vers l'esprit de famille, si oublié dans le testament du 15 mars.

Tout cela est logique; tout est logique encore dans ce qui a suivi, le décès de l'acte; son long sommeil, en attendant le décès de Michel jeune, et l'acte trouvé après le décès de Lafont, arrivé avant celui de Michel jeune, acte resté à l'état de lettre morte, parce que Lafont n'a pas pu, par son décès, être mis en demeure de l'exhiber.

Puis viennent les lettres de Lafont, en 1831 et 1838, à Charles Casse, à Victorie Guitou, lettres qui annoncent les avantages faits à celle-ci, comme étant un fait accompli, et en même temps la nécessité de dissimuler l'acte qui les contient.

C'est en cet état qu'il faut maintenant apprécier l'expertise.

Le jugement qui vous était soumis le 29 décembre dernier considérait qu'il suffisait d'un coup d'œil pour reconnaître le faux; il signalait dans les écritures des dissimulations choquantes, il estimait que le codicille produit avait été à dessein inaltéré et sali pour lui donner un air de vétusté.

Cette appréciation, qu'un examen attentif autorise à qualifier de superficielle, vous a déterminés à ordonner une expertise.

Avant tout, ici, je rends un hommage éloquent au travail des experts. D'ordinaire on récrimine contre les experts, et même contre le principe de l'expertise. Dans la première discussion on s'était laissé entraîner par ces traditions; on avait rappelé certaines anecdotes dans lesquelles des experts, commis pour des vérifications de pièces incriminées dans des procès criminels, avaient déclaré vraies les pièces fausses, et fausses les pièces vraies; tout ceci serait ici hors de saison, on l'a compris, et sur ce point du moins tout le monde est d'accord; le travail soumis à la Cour est consciencieux, médité, assis sur des bases solides, et nul ne méconnaît, dans la cause, que le principe de l'expertise ne soit utile à la justice et d'un grand secours quelquefois pour elle.

Les experts ont posé des considérations générales, qui les conduisent à déclarer, contrairement aux motifs du jugement, que « considéré seul, dans son ensemble comme dans ses détails, le codicille semble offrir tous les caractères de la sincérité, et on ne s'explique pas sur quoi un esprit éclairé, non prévenu, peut fonder plausiblement des arguments pour la contester. »

Puis, ils ont accompagné la production de leur tableau synoptique de la réflexion suivante :

« A la vue d'un pareil tableau, de l'analogie que présentent entre eux les caractères qu'il renferme, tant sous le rapport de la forme générale que sous le rapport de la franchise, quel est l'esprit éclairé, sans préjugé ni orgueil à l'égard de l'expertise en écriture, qui se sentirait porté à proclamer la source commune du testament et du codicille? »

Mais le codicille, supposé faux, serait-il, comme ils l'ont dit, une œuvre d'exception telle qu'on en voit peu? C'est la question à résoudre.

On ne veut voir dans leurs observations, en tant qu'elles sont en dehors de la partie matérielle des caractères d'écritures examinés, que de simples conjectures. Mais la conjecture n'est-elle pas dans tous nos raisonnements? Nos jugements, en général, ne résultent-ils pas de la conjecture fondée sur la science et sur les observations qu'elle suggère?

Or, c'est ce travail qui a déterminé la conviction des experts; par l'examen des habitudes graphiques de l'auteur du testament et des caractères tracés par l'imitateur dans le codicille, souvent sans l'observation de ces mêmes habitudes, et des irrégularités provenant du premier; voilà ce qui a produit leurs conclusions.

Aujourd'hui, plus de doute, le codicille est faux, je le dis avec les experts, comme les experts, par les mêmes motifs que les experts.

Leurs conclusions, dit-on, sont timides; non, elles sont seulement réservées dans leur forme, parce qu'il convient qu'il en soit toujours ainsi, mais elles n'impliquent pas le doute; et, le doute fut-il leur conclusion définitive, ce n'est pas le doute que les appellants doivent à la Cour, c'est une preuve de la sincérité du codicille qu'ils produisent; et cette preuve, les appellants ne l'ont pas faite.

Nous concluons à la confirmation du jugement.

Voici le texte de l'arrêt :

« La Cour, « Considérant que les experts commis par l'arrêt interlocutoire du 29 décembre 1856, ont déclaré d'un avis unanime et après un long et consciencieux examen des pièces qui leur étaient soumises, que le codicille attribué par les appellants à Michel aîné n'était pas son ouvrage; « Que cette opinion, basée sur la différence de physionomie entre l'écriture du codicille et celle des pièces de comparaison, l'absence dans le codicille de certaines formes qui se reproduisent invariablement dans l'écriture vraie de Michel et le caractère, la trace de retouches faites après coup dans la signature, confirme les graves soupçons qu'avaient fait naître la moralité du détenteur de l'écrit, le long temps pendant lequel il est demeuré secret, les circonstances au milieu desquelles il a été produit, l'invraisemblance des dispositions qui s'y trouvent consignées; « Considérant, en effet, d'une part, que les legs contenus dans la première moitié du codicille ne répondent point aux sentiments connus du testateur; « Que, d'autre part, le bon sens ne permet pas d'admettre qu'à l'époque où Michel venait d'instituer son frère comme légataire universel, il ait eu la pensée de le déshonorer en riant et accablant en quelque sorte des accusations depuis longtemps appréciées et repoussées par la justice; « Qu'ainsi les appellants, contre lesquels d'ailleurs ne s'élève aucun indice de fraude, n'ont pas fait la preuve qu'il leur incombait, et qu'il est au contraire justifié que le codicille par eux présenté, quels qu'en soient l'auteur et la date, est une œuvre de faussaire; « Considérant, en ce qui touche l'articulation de faits, qu'elle a pour objet d'établir la sincérité de l'écrit dont la fausseté est dès à présent démontrée; « Sans s'arrêter à ladite articulation, laquelle est rejetée, comme non pertinente et non admissible, « Confirme, avec amende et dépens. »

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1^{re} ch.).

Présidence de M. Gislain de Bontin.

Audiences des 19 et 26 mai.

LE DRAME L'AVEUGLE, PAR MM. DENNERY ET ANICET-BOURGEOIS. — DEMANDE EN DOMMAGES-INTERÊTS FORMÉE PAR M. ARSENE DE CEY CONTRE MM. DENNERY ET HOSTEIN, DIRECTEUR DE LA GAITÉ.

M. Desmarest, avocat de M. Arsène de Cey, s'exprime en ces termes :

Messieurs, mon client est la victime d'un système de plagiat que depuis plusieurs années on a vu se répéter et encourager. Il vient vous demander justice, sans se laisser effrayer par le danger d'intenter un procès dont la solution est tout entière dans l'appréciation d'une question littéraire et de s'attirer, au début de sa carrière, de redoutables inimitiés. Il importait que la conduite peu loyale de certains auteurs dramatiques fut dénoncée à l'opinion publique; M. de Cey n'a pas hésité à se dévouer à cette œuvre méritoire.

L'idée, le plan d'une pièce constituant une propriété sacrée; s'emparer de l'une, copier l'autre, c'est donc, il faut le dire bien haut, se rendre coupable d'une violation de propriété. Il est parfois, j'en conviens, difficile de déterminer nettement ce que le plagiaire a pris à autrui. Cette difficulté sera moindre ici qu'ailleurs; il est certains faits que M. d'Ennery ne pourra pas contester.

M. de Cey a présenté à différents théâtres un drame intitulé *Fanny*; en 1855, il l'a remis à M. Dennery, espérant que celui-ci consentirait à le remanier. Au commencement de cette année, M. d'Ennery a fait représenter à la Gaîté une pièce qui s'appelle *L'aveugle* et dans laquelle nous prétendons reconnaître la donnée, les caractères et les situations capitales de *Fanny*. Voilà le procès.

C'est vers la fin de l'année 1853 que mon client termina son drame, qui alors avait cinq actes. Des pourparlers eurent lieu entre M. de Cey et M. le directeur de l'Ambigu-Comique; puis, obéissant aux conseils de MM. de Lauzanne et de Forges, l'auteur renvoya son œuvre à quatre actes, et la porta au Vaudeville. M. Boyer, directeur de ce théâtre, crut voir un rôle pour Bouffé; mais cet artiste ne voulant jouer que les premiers comiques, M. de Cey vit s'évanouir les belles espérances qu'il concevait déjà. Il faisait ainsi le triste apprentissage des difficultés d'une carrière qui de loin paraît si facile et si brillante.

« Réduisez votre pièce à trois actes, lui dit M. Boyer, et portez-la de nouveau au boulevard. » Cette seconde coupure ne souriait guère à mon client; il savait d'ailleurs qu'on n'arrive pas sur les scènes du boulevard à moins de porter certains noms ou d'être appuyé par eux. M. Boyer le savait aussi et donna à M. de Cey une lettre pour M. Dennery. « M. Dennery, lui dit-il, est un habile homme, très puissant auprès des directeurs; c'est le charpentier en vogue; allez à lui, il pourra faire recevoir votre pièce. » M. Dennery fut charmant, accepta l'offre de la collaboration qui lui était faite et pria M. de Cey de le revenir voir trois ou quatre jours après; d'ici là, il aurait lu le manuscrit, et l'on pourrait s'entendre sur les remaniements à faire. Mon client fut exact au rendez-vous donné; M. Dennery était sorti. Deux jours après il était en voyage; une autre fois, il était occupé. Aux visites succédèrent les lettres et les cartes; M. Dennery ne sortit pas de son mutisme. Cela dura cinq mois. Au mois de janvier 1856, M. de Cey, forçant la consigne, parvint enfin jusqu'à son collaborateur. *Quantum maluit!* M. Dennery avait renoncé pour l'avenir à toute collaboration; il n'avait pas lu *Fanny*; le temps lui avait manqué; d'ailleurs, la résolution qu'il avait prise ne lui permettait plus de travailler avec mon client auquel il se voyait obligé de rendre son manuscrit. Il le lui rendit en effet.

Au mois de novembre 1856, M. Laferrière et M^{me} Naptal-Arnauld étaient engagés au théâtre de la Gaîté; le drame de *Fanny* renfermait deux rôles, qui convenaient merveilleusement au talent de ces deux artistes; M. de Cey porta son manuscrit à M. Hostein, directeur de la Gaîté. Celui-ci lui déclara, quelque temps après, qu'il n'avait lu que le premier acte, et qu'il ne pouvait pas aller plus loin, ayant remarqué de frappantes analogies entre cette pièce et un drame recréé au théâtre. Mon client lui dit d'abord, très étonné, mais sa surprise diminua un peu, lorsqu'il apprit que M. Dennery était l'un des auteurs de la pièce à laquelle M. Hostein faisait allusion.

La première représentation de *L'aveugle* est annoncée. M. de Cey ne manqua pas d'y assister, comme on le pense bien. Les trois premiers actes, qui ne sont que la préparation du drame, en quelque sorte, n'offrent aucune ressemblance avec *Fanny*; mais, au quatrième acte, mon client reconnut son œuvre, et l'analogie est telle, que M. Goudechaux, l'un des directeurs du Vaudeville, ne peut s'empêcher de lui dire : « Mais c'est votre pièce que l'on joue là. » Ce n'étaient pas les mêmes motifs, mais c'étaient des situations identiques; enfin, de ces ressemblances qu'un plagiaire dissimule au vau et auxquelles les hommes du métier ne se trompent pas. Ainsi, les espérances de M. de Cey, le fruit de ses veilles, ses titres, non pas à la gloire, mais à cette notoriété qui entoure le nom de l'auteur que le public a applaudi, tout cela était ravi à M. de Cey. Vous concevrez facilement, messieurs, ce qu'il dut ressentir de dépit et même de légitime douleur. Je le sais bien, il n'est rien de nouveau dans ce monde; on l'a dit, le drame qui s'est joué depuis l'origine du théâtre, c'est le drame des passions humaines et des intérêts humains. À la bonne heure; mais le langage, le climat, le genre particulier de chaque peuple modifient de mille manières le thème éternel et dans une même nation les idées historiques, philosophiques ou même théâtrales, en varient à l'infini les combinaisons. Eh bien! l'idée théâtrale qui faisait le drame tout entier de *L'aveugle*, qui en fournissait les principales situations, c'était l'idée de mon client, et cette idée, il en avait été dépossédé par un odieux abus de confiance.

M. de Cey ne s'arrêta pas à se plaindre; il déclara que le drame dans les journaux avec trop de vivacité et dans un langage blessant; je l'excuse sans l'approuver. La réponse de M. Dennery ne fut pas telle; je crois pouvoir l'affirmer, qu'elle fut éte si-cel qui l'écrivait n'avait rien eu à se reprocher. Voici sa lettre :

« Monsieur, je ne comprends rien à la lettre très étrange que je reçois de vous.

« J'ignore ce qui ne vaut le torrent d'injures grossières que vous m'adressez.

« Je suis en ce moment absent de Paris; mais l'accusation monstrueuse que vous portez contre moi est trop grave pour que je ne hâte pas mon retour.

« Il est évident qu'une pareille lettre ne peut émaner que d'un homme très convaincu d'avoir été dépossédé; mais comme elle s'adresse à un autre homme très convaincu aussi de ne s'être jamais couvert d'une pareille infamie, je quitterai Cabourg, où je suis, dès demain, et si vous voulez bien me donner verbalement l'explication de votre lettre, je serai à votre disposition jeudi matin de huit à neuf heures, chez moi.

« J'ai l'honneur de vous saluer, « Ad. d'ENNERY. »

« Il est bien entendu, monsieur, que si je vous demande une explication verbale, je n'entends en rien vous détourner de votre projet de me faire un procès. Vous m'avez mis votre adresse sur votre lettre, c'est que, sans doute, vous désirez une réponse.

« Pour ma part, monsieur, je désire très vivement que vous m'expliquiez cette lettre. Après cela, je vous le dis encore, votre droit est d'agir comme vous l'entendez. »

La réponse de M. de Cey fut dans le ton de sa première lettre. Cependant il était un peu revenu de sa première surprise, et voici la lettre qu'il fit insérer dans la *Presse* :

« Il se produit depuis peu, dans le monde des auteurs dramatiques, un étrange système de revendication de sujets, de personnages et même de dialogues.

« Une pièce nouvelle vient-elle d'obtenir quelque succès, aussitôt s'élèvent vers l'auteur toutes sortes de réclamations. « Vous m'avez pris mon sujet, la pièce est à moi; vous l'avez volée dans un manuscrit que je vous ai confié. »

« Pour mon compte, à chaque réclamation de ce genre, je m'étais borné à hausser les épaules et à suivre mon chemin.

« Mais, à propos de *L'aveugle*, drame que nous venons de faire représenter au théâtre de la Gaîté, Anicet-Bourgeois et moi, voici d'un côté un M. Z..., et de l'autre côté un M. X..., qui prétendent chacun avoir fait une pièce dont notre *Aveugle* ne serait que la copie exacte.

« Qu'en pensez-vous? Sommes-nous d'assez grands misérables, Anicet-Bourgeois et moi? Nous pillons en partie double.

« M. Z... nous envoie sa revendication sur papier timbré et en style de palais; M. X... envoie la sienne sur papier libre.

« Les Tribunaux ne peuvent manquer de retentir bientôt de revendications; mais je n'ai pas voulu attendre leur décision pour protester énergiquement contre cette outrecuidance littéraire qui veut à toute force se reconnaître dans le travail et dans le succès d'autrui.

« J'espère que vous voudrez bien, monsieur, insérer cette lettre dans votre prochain numéro; je vous en remercie à l'avance, et je vous prie d'agréer, etc.

« Ad. d'ENNERY. »

Le ton arrogant de cette lettre, et de la lettre destinée à la publicité n'échappa pas au Tribunal. Dans l'une M. Dennery est plein de mansuétude, d'urbanité, de générosité; dans l'autre, il se montre dédaigneux et superbe.

Quelques jours après, le *Figaro* ouvrait ses colonnes hospitalières à une réponse de M. de Cey destinée à la *Presse*, et que ce journal n'avait pas publiée.

Depuis le 23 mars, la justice était en effet saisie de la demande de M. de Cey; M. Hostein et M. Dennery avaient été assignés en réparation du préjudice causé à mon client par la représentation de *L'aveugle*.

Vous connaissez maintenant, messieurs, les faits du procès. Il me reste à établir la légitimité de la demande dont vous êtes saisis.

Je ne puis le faire cependant sans vous avoir parlé brièvement d'un incident qui n'est pas sans importance. Quelques jours avant le procès, M. de Cey reçut le billet suivant :

« Monsieur, « J'arrive à l'instant d'Étretat où j'étais depuis huit jours. J'ai absolument besoin de vous voir, et je vous serais très obligé de vouloir bien m'attendre chez vous, demain vendredi, jusqu'à dix heures.

« Recevez, monsieur, etc. « ANICET-BOURGEOIS. »

M. Anicet-Bourgeois est le collaborateur de M. Dennery dans la pièce de *L'aveugle*. À l'heure indiquée, il se présente chez M. de Cey et tire une lettre de sa poche avec la solennité d'un plénipotentiaire qui se prépare à lire un protocole. « Parlons de notre affaire, » lui dit mon client. M. Anicet-Bourgeois insiste; M. de Cey insiste de son côté. Alors, le collaborateur de M. Dennery se décide à lui dire : « Tenez, les situations du quatrième acte sont de moi. » À cette déclaration, mon client se borne à hausser les épaules, éconduit poliment M. Anicet-Bourgeois, et le procès suit son cours.

Permettez-moi maintenant, messieurs, de vous présenter en quelques mots l'analyse des deux pièces. Voici d'abord les traits principaux du drame de *Fanny* :

Sir John Maxwell a deux nièces, Fanny et Clara. Clara, altière et ambitieuse, est jalouse de la tendre Fanny, à qui sir John Maxwell doit laisser toute sa fortune. Fanny aime son cousin, Charles Jacobson, qui est parti pour les Indes; s'il y fait fortune, il épouse la nièce de sir John; mais la nuit qu'il y revienne riche avant deux ans. Or, au moment où la pièce commence, les deux ans sont écoulés et Charles ne revient pas; sir John va donner Fanny à un jeune négociant, Samuel Fergusson. Mais Charles arrive, seulement il n'a pas fait fortune, et il est devenu aveugle. Il croit qu'il est de son devoir de refuser l'amour que Fanny lui a fidèlement gardé; perfidement conseillé par un certain Tom, qui sert à la fois et les projets de Fergusson et la jalousie de Clara, il feint l'ivresse et la débâche pour que Fanny l'abandonne; mais sa ruse est découverte. Fanny, touchée, l'épouse, malgré sir John, qui la chasse de chez lui. Voilà le prologue.

Après cet acte, Fanny et Charles sont à Londres. Mariés depuis six ans, ils sont dans une profonde misère, que seul l'aveugle ignore. Tom continue à le persécuter. Son but est de pousser, par la misère, Fanny dans les bras de Fergusson. Charles, qui entend la voix de Fergusson, conçoit des soupçons jaloux, que Tom envenime tant qu'il peut.

Second acte. Sir John fait son testament. Il s'est rappelé Fanny et veut partager ses biens entre elle et Clara. Mais la femme de chambre de Clara, qui croit que Fanny est la maîtresse de Fergusson, le dit à Clara, qui dessert Fanny auprès de son oncle, Charles arrive; il veut se battre avec Fergusson, qui refuse de se mesurer avec un aveugle. Scène entre Clara et Fanny; Clara refuse de secourir sa sœur. Folle de détresse, celle-ci prend quelques pièces d'or sur la table de son oncle. Tom l'a vue et court la dénoncer.

Au troisième acte, Fanny rapporte, émue, agitée par les remords, des provisions à ses enfants. Des policemen arrivent pour faire chez elle une perquisition. Ils vont sortir sans avoir rien découvert, quand la petite Charlotte laisse, par mégarde, tomber une des pièces d'or. On arrête Fanny, qui, restée seule quelques instants avec son mari, lui avoue tout, et sa misère et la faim qui l'a poussée au crime. Heureusement un jeune avocat qui, dans toute la pièce, joue le rôle du bon génie, démasque Tom, déjoue les projets de Clara et réconcilie Fanny avec sir John Maxwell.

Tel est, dans une analyse trop rapide, ce drame, qui ne peut que gagner à être lu, comme le Tribunal l'a vu, et à être lu, comme le Tribunal l'a vu, et à être lu, comme le Tribunal l'a vu.

L'exposition de la pièce de M. Dennery est toute différente. Il s'est inspiré de la *Fausse Clé*, un bon vieux mélodrame où M. de Montesquieu joue un rôle, et où rien ne manque, ni le trait, ni le crime pur, ni les : « Grâce! » ni les : « Merci, mon Dieu! » Ce n'est qu'au quatrième acte que les analogies sautent aux yeux. Louise chez M. Dennery, comme Fanny chez nous, travaille pour nourrir son mari aveugle. Son père dévoué, ses veilles laborieuses, un enfant les révèle, comme le dévouement et les veilles de Fanny. Louise est poursuivie par les assiduités d'un jeune homme, que l'Albert de M. Dennery provoque en duel comme le Charles de M. de Cey, et qui répond de même : « On ne se bat pas avec un aveugle! » Enfin M. Dennery s'est borné à enlever le rôle de bon génie à l'avocat auquel mon client l'avait confié, pour le donner à un médecin bossu. Ajoutez à cela qu'un faussaire accusation de vol pesé sur le héros du drame de M. Dennery comme sur l'héroïne de la pièce de M. de Cey, et vous reconnaîtrez, à travers les précautions habiles du plagiaire, l'inspiration certaine de l'auteur de *Fanny*.

L'analyse que j'ai donnée de la pièce de M. de Cey est-elle exacte? Écoutez, messieurs, la lecture d'une lettre adressée à mon client par M. Lauzanne :

« Mon cher confrère, « Je réponds à la demande que vous me faites.

« Je me souviens parfaitement qu'en 1835 vous m'avez communiqué le manuscrit d'un grand drame dont vous êtes l'auteur et dont le titre m'échappa. « Ce qui me reste des impressions de cette lecture, c'est que l'action repose sur un mari aveugle; que cet aveugle a une femme et un enfant; que cette famille est en proie à la plus grande misère; que la femme dissimule cette détresse à son mari, parce que ce serait lui causer un chagrin inutile; que son travail persévérant, elle subvient aux nécessités de la famille; qu'il y a dans la pièce une tentative de séduction sur la part d'un qu'on ne saurait se battre avec un aveugle; que le mari, sous l'empire d'une violente indignation, répond à son adversaire qu'on se bat avec l'homme qu'on a offensé, fût-il aveugle, à bout portant, avec un seul pistolet chargé.

« Il y a de plus dans votre drame une accusation de vol qui frappe sur la femme; on va l'arrêter; contre-coup sur l'aveugle atteint dans ses plus chères affections. Qui gagnera le pauvre de son enfant?... Et il est impuissant à protéger la famille dont il est le chef! Le désespoir lui en inspire les moyens; il se dénoncera comme l'auteur du vol; en sauvant sa femme, il assure l'existence de son enfant.

« Un rôle aimable, gai, spirituel et sympathique serpente dans l'action, c'est celui d'un avocat qui protège et sauve la pauvre famille.

« Je regrette, mon cher confrère, en évoquant mes souvenirs, de n'avoir pu me rappeler que les grands traits de votre ouvrage; les situations accessoires me sont complètement sorties de la mémoire. Mais en faisant un appel à ma sincérité, il n'a pu vous convenir de me demander un acte de complaisance, pas plus qu'il ne me conviendrait d'affirmer des faits dont je ne serais pas rigoureusement sûr; je reste donc dans vos intentions.

« Croyez, mon cher confrère, à l'expression de la vive sympathie que m'inspire votre caractère honorable. « De LAUZANNE. »

« Paris, 8 mai 1857. »

Le Tribunal voudra bien faire, dans la chambre de ses délibérations, le travail de comparaison que j'ai essayé; je ne doute pas qu'il n'arrive à cette conclusion que la pièce de *L'aveugle* n'existe que parce que la pièce de *Fanny* était faite.

Quelques mots à présent sur la situation de M. Dennery dans le monde dramatique. M. de Cey s'incline devant le talent et l'expérience de son adversaire. Mais les grands succès de M. Dennery lui ont fait une position qui est un obstacle pour les écrivains qui ne sont pas encore arrivés. Autrement, le talent permettait à un jeune écrivain d'espérer que son œuvre serait représentée. Aujourd'hui, il faut compter avec les traités secrets, les questions d'argent prêtées, les relations d'intérêt. Le théâtre est, en réalité, le monopole de quelques-uns, et M. Dennery est un de ceux-là. Son influence est prépondérante aux boulevards; Comment n'aurait-il pas de nombreux alliés? Comment des réclamations justes n'auraient-elles pas rencontré bien des difficultés pour se produire avec succès? Comment bien des auteurs, qui ont à se plaindre de M. Dennery, n'auraient-ils pas hésité à attester par écrit ce qu'ils osaient raconter? Quelques-uns ont eu ce courage. Et voici ce qu'écrivit à mon client une femme, M^{me} Ancelot :

« Monsieur, « J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser au sujet de M. Dennery. Je crois répondre à votre confiance en vous disant les choses telles qu'elles sont.

mon client par M. Lauzanne :

« Mon cher confrère, « Je réponds à la demande que vous me faites.

« Je me souviens parfaitement qu'en 1835 vous m'avez communiqué le manuscrit d'un grand drame dont vous êtes l'auteur et dont le titre m'échappa. « Ce qui me reste des impressions de cette lecture, c'est que l'action repose sur un mari aveugle; que cet aveugle a une femme et un enfant; que cette famille est en proie à la plus grande misère; que la femme dissimule cette détresse à son mari, parce que ce serait lui causer un chagrin inutile; que son travail persévérant, elle subvient aux nécessités de la famille; qu'il y a dans la pièce une tentative de séduction sur la part d'un qu'on ne saurait se battre avec un aveugle; que le mari, sous l'empire d'une violente indignation, répond à son adversaire qu'on se bat avec l'homme qu'on a offensé, fût-il aveugle, à bout portant, avec un seul pistolet chargé.

« Il y a de plus dans votre drame une accusation de vol qui frappe sur la femme; on va l'arrêter; contre-coup sur l'aveugle atteint dans ses plus chères affections. Qui gagnera le pauvre de son enfant?... Et il est impuissant à protéger la famille dont il est le chef! Le désespoir lui en inspire les moyens; il se dénoncera comme l'auteur du vol; en sauvant sa femme, il assure l'existence de son enfant.

« Un rôle aimable, gai, spirituel et sympathique serpente dans l'action, c'est celui d'un avocat qui protège et sauve la pauvre famille.

« Je regrette, mon cher confrère, en évoquant mes souvenirs, de n'avoir pu me rappeler que les grands traits de votre ouvrage; les situations accessoires me sont complètement sorties de la mémoire. Mais en faisant un appel à ma sincérité, il n'a pu vous convenir de me demander un acte de complaisance, pas plus qu'il ne me conviendrait d'affirmer des faits dont je ne serais pas rigoureusement sûr; je reste donc dans vos intentions.

« Croyez, mon cher confrère, à l'expression de la vive sympathie que m'inspire votre caractère honorable. « De LAUZANNE. »

« Paris, 8 mai 1857. »

Le Tribunal voudra bien faire, dans la chambre de ses délibérations, le travail de comparaison que j'ai essayé; je ne doute pas qu'il n'arrive à cette conclusion que la pièce de *L'aveugle* n'existe que parce que la pièce de *Fanny* était faite.

Quelques mots à présent sur la situation de M. Dennery dans le monde dramatique. M. de Cey s'incline devant le talent et l'expérience de son adversaire. Mais les grands succès de M. Dennery lui ont fait une position qui est un obstacle pour les écrivains qui ne sont pas encore arrivés. Autrement, le talent permettait à un jeune écrivain d'espérer que son œuvre serait représentée. Aujourd'hui, il faut compter avec les traités secrets, les questions d'argent prêtées, les relations d'intérêt. Le théâtre est, en réalité, le monopole de quelques-uns, et M. Dennery est un de ceux-là. Son influence est prépondérante aux boulevards; Comment n'aurait-il pas de nombreux alliés? Comment des réclamations justes n'auraient-elles pas rencontré bien des difficultés pour se produire avec succès? Comment bien des auteurs, qui ont à se plaindre de M. Dennery, n'auraient-ils pas hésité à attester par écrit ce qu'ils osaient raconter? Quelques-uns ont eu ce courage. Et voici ce qu'écrivit à mon client une femme, M^{me} Ancelot :

« Monsieur, « J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser au sujet de M. Dennery. Je crois répondre à votre confiance en vous disant les choses telles qu'elles sont.

« J'ai fait jouer à la Gaîté, en 1830, en collaboration avec M. Charles Lafont, un drame intitulé *Madame de la Verrière*. Cet ouvrage eut du succès; mais, les répétitions ayant duré plus que l'on n'avait compté, la représentation vint peu avant une époque où M. Frédéric Lemaître avait un engagement à la Gaîté. Elles furent donc interrompues, et l'ouvrage fut ainsi peu connu.

« Cet hiver, M. Charles Lafont me dit : « M. Dennery vient de refaire *Madame de la Verrière*, sous le titre de *Fausse Adultère*. « Adultère, vous pourriez lui faire un procès. »

« Je fis acheter la *Fausse Adultère*.

« Il était visible que l'auteur s'était inspiré de notre drame pour le sien. Le troisième acte est presque pareil; mais c'est fait très habilement; il n'y a pas une phrase identique dans l'imitation. Je dis à M. Lafont : « Il ne faut pas faire de procès; c'est à l'œuvre, dans les procès de ce genre, les juges sont comme les Spartiates; ils ne punissent du vol que la maladresse, et M. Dennery est fort adroit; 2^e M. Dennery est dans le cas de ce fournisseur que le maréchal de Saxe menaçait de faire pendre pour vol, et

M. Denney y proposa l'idée de faire brûler un canot de naufragés peu d'instants avant le dégel, et cela par les naufragés mêmes.

Je fus immédiatement chargé de la confection d'un premier scénario, où tout était à trouver, sauf l'idée précédente, que, par parenthèse, je n'utilisai point.

Le scénario fut, je le communiquai à M. Béraud, et je le lus à M. Denney, à qui je le laissai.

Mais la révolution de février étant survenue, M. Béraud quitta le théâtre de l'Ambigu-Comique. M. Denney ne parut plus se soucier de faire la pièce commandée pour Béraud et par Béraud.

Je réclamai donc le manuscrit de mon scénario, plus pour la forme que par nécessité, car j'avais eu la précaution d'en garder copie.

Après quelques faux-fuyants, je crus m'apercevoir que j'étais consigné chez M. Denney. Alors, je lui envoyai un homme fort intelligent que j'avais à mon service, et qui lui remit en mains propres une dernière lettre, à laquelle il répondit verbalement :

J'ai démissionné; le cahier s'est égaré; mais je vais le chercher avec soin; revenez après-demain, passé midi : on vous le remettra.

Ma bonne, à son retour, m'apprit qu'un dire des gens de la maison, le surlendemain, avant midi, M. Denney paraît pour un long voyage.

Je réclamai donc le manuscrit de mon scénario, plus pour la forme que par nécessité, car j'avais eu la précaution d'en garder copie.

plus, les idiots abondent, les bossus ne manquent pas, les fous remplissent la maison du docteur Blanche. Les hommes et les femmes sont aussi employés dans beaucoup de pièces qui, généralement, finissent par des mariages.

Rien n'appartient à rien, tout appartient à tous. Il faut être ignorant comme un maître d'école. Pour croire que l'on dise une seule parole.

En vérité, vous êtes un impudent coquin ! Quoi ! vous avez l'audace de prendre le sujet, les personnages, les situations d'une pièce de moi qui vous a été communiquée par M. Boyer, alors directeur du Vaudeville, pièce que vous avez gardée pendant cinq mois, et vous vous imaginez que je serai assez naïf ou assez lâche pour ne pas crier au voleur !

Paris, le 22 mars 1857. En vérité, vous êtes un impudent coquin ! Quoi ! vous avez l'audace de prendre le sujet, les personnages, les situations d'une pièce de moi qui vous a été communiquée par M. Boyer, alors directeur du Vaudeville, pièce que vous avez gardée pendant cinq mois, et vous vous imaginez que je serai assez naïf ou assez lâche pour ne pas crier au voleur !

Paris, le 23 mars. Cher et bon monsieur Tartuffe. Je répondrai à un seul point de la lettre si pleine d'ouï-donc et de sincérité que vous m'avez écrite.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

Je me trompe, il paraît que M. de Cey a eu des succès sur la scène des Folies-Dramatiques. Voyons, M. Denney ne va-t-il pas dire : Voilà un pauvre diable qui n'a qu'un habit, si je le lui vole, il ne pourra plus sortir, je serai confondu et je m'écrierai les noms de Cartouche et de Tartuffe.

rer d'un manuscrit qui lui est apporté le 26 ou le 27 août, et il le rend à la fin de septembre. Sans doute M. Denney est homme à faire un drame plus vite que M. de Cey; mais la pièce de celui-ci est toute faite, de que le façon s'y prendra-t-il pour le devancer ?

Cey, un duel à bout portant, poitrine contre poitrine, pied contre pied. Eh! je vous prie, un duel dans lequel l'un des combattants est aveugle peut-il se passer autrement? A moins de leur faire avaler des potions, ce qui serait ridicule, il faut bien qu'ils se battent pied contre pied, poitrine contre poitrine. Cela se faisait déjà en 1834, dans la pièce intitulée: L'Honneur dans le Crime. Vous voyez que ce n'est pas nouveau.

Ce n'est pas tout: il y a dans notre drame un vol, et il y en a un dans la pièce de M. de Cey. Un des personnages de l'Aveugle, Duperrier, riche négociant, a eu d'une femme qu'il a abandonnée un fils naturel. Dieu le punit dans son fils légitime qui se livre à tous les déportements. La conduite de son fils naturel, caissier dans sa maison de commerce, est au contraire irréprochable. Mais un soir, ce jeune homme, qui de sa vie n'a tenu des cartes, est entraîné dans un labyrinthe effrayant; distrait par la présence de celle qu'il aime, il perd 8,000 francs. Deux fois, épuant, il joue quinze ou double; deux fois il perd, et quitte la table de jeu, désespéré.

Le soir même, M. Duperrier, touché de ses bonnes qualités, lui découvre les liens qui les attachent l'un à l'autre. Cependant une main inconnue a payé le joueur heureux, et par mégarde, a envoyé une somme plus forte que celle qui était due. Un domestique rapporte l'excédant: «Où avez-vous pris l'argent nécessaire pour acquitter votre dette?» demande M. Duperrier au jeune commis. Rendez-moi compte de votre caisse. Une somme considérable a disparu. C'est le fils légitime qui l'a volée. Mais personne ne l'a vu, et condamné par les apparences, son frère innocent tombe foudroyé sous la malédiction paternelle. Voilà ce qui se passe dans l'Aveugle.

Dans le drame de M. de Cey, une mère, réduite à une misère affreuse, aperçoit de l'or sur une table, s'en saisit, achète du pain à ses enfants qui meurent de faim, et jette le surplus. Cette scène, elle est empruntée à la Fausse Clé, jouée sur le théâtre de l'Ambigu-Comique, et où l'on voyait figurer Montesquieu.

Je vous le demande, messieurs, y a-t-il entre les deux situations la moindre analogie?

Je l'ai donc prouvé: les quelques ressemblances qui existent entre les deux pièces sont des ressemblances inévitables et dont il ne faut accuser personne.

Voilà tout le procès, M. de Cey, qui est un honnête homme, regrettera de s'être enivré de folles bouffées d'amour-propre et de jalousie. La demande dont il a saisi le Tribunal le compromet plus que nous; il a cherché des encouragements pour sa conduite dans la société des gens de lettres; ils lui manqueront, parce que c'est une société libre et indépendante. On n'assure même qu'il a ambitionné de siéger au bureau de cette compagnie, et qu'il a fait de ce procès une réclame. Que M. de Cey rende ses conceptions plus fortes et son style plus élégant; c'est la voie honorable et sûre qui mène au but qu'il se propose. Ce but, il sera heureux et fier de l'avoir atteint par son travail, et il se repentira des attaques injurieuses et misérables qu'il s'est permises contre M. Dennery.

M. Paillard de Villeneuve, avocat de M. Anicet-Bourgeois, s'exprime ainsi:

M. Anicet-Bourgeois n'est point appelé dans ce débat, mais il demande à y intervenir. C'est son droit, et c'est son devoir. Son droit, car bien que son nom n'ait pas même été prononcé par l'avocat de M. de Cey, c'est son œuvre qu'on attaque. Son devoir, car il ne peut permettre qu'on adresse à nul autre que lui un reproche que s'il est fondé, il marche tout seul. De qui se plaint, en effet, M. de Cey? D'un abus de confiance qui aurait été commis par M. Dennery et dont la preuve se trouverait, dit-il, dans un seul acte de l'Aveugle, dans le quatrième. Or, M. Anicet-Bourgeois vient vous dire que ce quatrième acte est son œuvre à lui seul et compose avec le deuxième et le troisième actes sa part de collaboration.

Si cela est vrai, que devient le procès? Et que penser des arrogantes réclamations de M. de Cey, qui, même au milieu de ces attaques dont vous l'avez vu, il ne marchande ni la portée ni les termes, ne conteste pas la vérité des affirmations de M. Anicet-Bourgeois? Et comment pourrait-il donc contester et faire croire à aucun de ceux qui connaissent M. Anicet-Bourgeois, qui savent que sa place est marquée aux premiers rangs de nos auteurs dramatiques, non-seulement par ses succès, mais aussi par l'honorabilité, par la loyauté de son caractère, comment leur ferait-il croire qu'il aurait pu se rendre complice du fait qui vous est aujourd'hui dénoncé?

Ce que vient dire M. Anicet-Bourgeois, il l'a déclaré à M. de Cey dans une lettre qu'il lui adressait d'Étretat au moment même où il reçut la première nouvelle des étranges réclamations qu'élevait M. de Cey. Voici cette lettre:

Étretat, 26 mars 1857.

«Monsieur et cher confrère, «La veille de mon départ pour Étretat, où m'appelait une affaire qui ne m'était pas possible de remettre, j'ai appris par mon ami, M. Goudchaux, que vous vous plaigniez amèrement d'un abus de confiance commis à notre préjudice par M. Dennery, à propos du drame en cours de représentation, au théâtre de la Gaîté.

«J'ai immédiatement affirmé à M. Goudchaux, et je vous affirme sur l'honneur, que les situations du 4^e acte de l'Aveugle sont, ainsi que le 1^{er} et le 2^e acte, complètement de mon invention et composent ma part de collaboration; Dennery a écrit le 3^e et le 5^e acte seulement.

«La pensée de tracer un rôle d'aveugle pour Laferrière m'est venue l'an dernier, pendant les représentations du Médecin des enfants, et, des cette époque, j'annonçai à Laferrière que j'écrivais pour lui cette pièce.

«Mon point de départ était celui-ci: Un aveugle jeune, ayant un charmant enfant, qu'il n'a jamais pu voir, une femme qu'il adore, qu'on courtise, et que son infirmité, à lui, ne lui permet pas de protéger. Cet enchaînement était naturel, logique, et devait venir dans l'esprit et sous la plume de tout auteur dramatique, sachant tirer d'un sujet tout ce qu'il donne.

«Je vous sais loyal et probe, monsieur, par conséquent digne appréciateur de tout ce qui touche à l'honneur; j'espère

que vous croirez à ma parole comme en pareille occurrence je croirais à la vôtre. Pourtant, monsieur, si, après une aussi sérieuse affirmation, il vous restait encore un doute, je prie M^{me} Anicet-Bourgeois de tenir à votre disposition un mauvais petit album relié en papier vert, et sur lequel se trouvent au crayon, non-seulement le 1^{er}, le 2^e et le 4^e acte de l'Aveugle, mais encore des fragments du Diable d'argent, et le plan d'une comédie que j'écris avec M. Labiche; ceci n'a pu être préparé pour les besoins de la cause.

«Quant à ce fatal rapprochement, que je ne nie pas, puisque vous l'affirmez, permettez-moi de vous dire, monsieur, qu'il n'a rien d'extraordinaire, et que la même donnée de pièce peut appartenir à plusieurs, et cela, le plus loyalement du monde. J'ai un exemple récent à vous citer, exemple qui me touche.

«Cette comédie que j'écris avec Labiche était faite en même temps par MM. Lurine et Deslandes, et il s'agit d'un sujet purement d'imagination, d'une observation de caractère. La pièce de ces messieurs est faite, et si elle est reçue et jouée avant la nôtre, Labiche et moi nous aurons perdu notre travail. Le hasard a fait cela, mais le hasard seul. Cette même pièce de l'Aveugle fait encore l'objet d'une autre réclamation bien plus curieuse, et qui va devenir l'objet d'un procès. Ce que vous avez trouvé, ce que j'ai inventé, un autre le revendique; mais entre ce monsieur et nous, le Tribunal seul peut prononcer, et je n'ai répondu que sur papier timbré, et ce propriétaire de mon idée, ou plutôt de notre idée, puisqu'elle est aussi sortie de votre cerveau. Mais j'ai tenu à défendre autrement auprès de vous, non-seulement la loyauté de mes collaborateurs, mais encore la dignité des auteurs dramatiques.

«Agréez, etc.

ANICET BOURGEOIS.

Après la lecture de cette lettre, ajoute M^r Paillard de Villeneuve, et après la plaidoirie si complète que vous venez d'entendre, qu'ai-je à dire encore? Tenez, messieurs, voilà les manuscrits de M. Anicet-Bourgeois, depuis le premier jet, avec ses hésitations, ses transformations et ses retouches, jusqu'au moment où la pièce se fixe dans sa forme dernière et arrêtée. Dira-t-on que ces pièces ont été faites pour la cause, quand au premier jour, de la réclamation elles ont été mises sous les yeux de M. de Cey?

Faut-il maintenant insister sur ce que serait dans l'œuvre de M. Anicet-Bourgeois ce qu'on appelle la copie, le plagiat? Je ne pourrais qu'affaiblir ce qui vient de vous être dit d'une façon si charmante.

«Que prétend avoir inventé M. de Cey? Un rôle d'aveugle! Mais il y en a plus de cent dans notre répertoire dramatique. Tout récemment, nous en avons vu sur plusieurs de nos théâtres, à la fois, après la Gaîté, l'Ambigu; après l'Ambigu, l'Odéon. Que sais-je encore? si bien que les feuilletons ont fini par s'en plaindre et par trouver qu'il était bon d'arrêter cette cataracte d'aveugles qui menaçait d'envahir tous nos théâtres. Mais M. de Cey a inventé l'aveugle pauvre et jaloux, l'aveugle pauvre qui ignore sa pauvreté et que le travail mystérieux de sa femme fait vivre dans l'aisance; l'aveugle jaloux d'une femme chaste et pure et qui ne peut la défendre contre les insultes d'un séducteur. Ah! M. de Cey prétend que c'est lui qui a inventé cette situation. M. de Cey a trop de mémoire quand il fait ses drames; il n'en a pas assez quand il fait un procès. Le premier inventeur de cette situation, quel est-il? On ne sait. Ce n'est pas M. de Cey? Ce n'est pas M. Anicet-Bourgeois, il le confesse, et sans s'en douter et de très bonne foi, il n'était lui-même qu'un imitateur, mais l'imitateur d'un de ces rares et féconds esprits qui ont tant créé qu'il est bien difficile de ne pas se rencontrer avec vous quand on croit faire du nouveau, et dont les domaines sont si vastes qu'on se surprend souvent à chasser sur eux malgré soi. J'ai nommé M. Scribe. Or, voici la lettre que M. Anicet-Bourgeois a reçue de son illustre confrère:

«Mon cher Anicet, et je ne comprends pas trop le procès intenté à ce sujet à notre collaborateur Dennery.

«Si quelqu'un avait à réclamer, ce serait moi, et je ne réclame pas, et je suis trop heureux de vous faire cadeau de quelques situations, employées par moi il y a vingt ou trente ans, et qui, à cette époque déjà, étaient si neuves.

«Il n'y a rien de neuf en littérature dramatique. Les idées ne font que circuler et appartiennent à tout le monde, quant au fond. C'est par la forme seulement qu'on les rend siennes et qu'on en devient propriétaire. C'était le principe de Molière lui-même, qui avait pour habitude de tenir les gens qu'il volait.

«En 1822, il y a trente-cinq ans, nous avons donné, au Théâtre-Français, Valérie, dont le dénouement est le vôtre: Popération de la cataracte.

«En 1838, il y a dix-neuf ans, nous avons donné au Gymnase un drame en deux actes, intitulé Clermont, joué par Bonfils. C'était, comme chez vous, un peintre qui devient aveugle; c'était, comme chez vous, un peintre aveugle et marié qui devient jaloux. C'est complètement et souvent textuellement, parce que les mêmes situations amènent les mêmes expressions, c'est complètement le troisième acte et le quatrième acte de votre drame, quant au fond, bien entendu.

«Si votre adversaire revendique ces situations, j'aurais le droit, à mon tour, de les revendiquer auprès de lui; mais, bien loin de lui intenter un procès, je le remercie, ainsi que vous, de l'honneur qu'il a bien voulu me faire en donnant une seconde ou troisième édition d'un ouvrage que, sans vous, le public aurait totalement oublié.

«Recevez, mon cher confrère, l'expression de ma reconnaissance et de mon bien affectueux dévouement.

EUGÈNE SCRIBE.

L'avocat analyse en quelques mots la pièce de Clermont, dans laquelle se retrouve la situation du quatrième acte de l'Aveugle, aussi bien que celle de Fanny.

Mais il y a le duel à bout portant: M. de Cey seul a eu cette idée ingénieuse qu'un aveugle qui veut se battre au pistolet doit se battre à bout portant. Et cette idée, M. Anicet-Bour-

geois la lui a prise. Et M. de Cey, à qui donc l'a-t-il empruntée? A M. Anicet-Bourgeois lui-même, qui déjà, dans un drame représenté il y a plusieurs années, dans Marianne, avait placé cette scène d'un aveugle et du duel à bout portant. M. Anicet-Bourgeois ne tient pas assez à cette idée pour n'en pas faire cadeau à M. de Cey. Mais que M. de Cey trouve bon que M. Anicet-Bourgeois se l'emprunte à lui-même.

Mais c'en est assez, c'est trop sur ce méchant procès fait à des hommes honorables auxquels on veut, par le scandale et la calomnie, faire porter la peine de leur talent et de leurs succès.

Le Tribunal a rendu aujourd'hui son jugement en ces termes:

«Le Tribunal, «En ce qui touche la demande en dommages-intérêts formée par Chéze de Cahagne, dit Arsène de Cey, contre Philippe Dennery et Hostein;

«Attendu que de l'examen des deux drames, l'un intitulé Fanny, composé par le demandeur, et l'autre intitulé l'Aveugle, composé par Anicet-Bourgeois et Dennery, résulte la preuve que ces deux pièces diffèrent essentiellement par leur plan, par leur texture, par le choix des personnages et par le style;

«Que s'il existe entre quelques détails des deux pièces des analogies peu sensibles, elles résultent nécessairement de l'identité du sujet que chacun des auteurs a mis en œuvre;

«Que des mêmes passions et des mêmes infirmités humaines exploitées par l'art dramatique, il doit nécessairement ressortir certains ressemblances plus ou moins accusés dans le caractère et dans l'action des personnages qui tiennent au fond même du sujet, sans qu'il soit permis d'en induire le moindre soupçon de plagiat;

«Que cela est si vrai que, si des apparences d'affinité entre les pièces dont s'agit peuvent se découvrir dans une ou deux scènes, elles appartiennent à la partie du drame l'Aveugle, qu'Anicet-Bourgeois, qui n'a jamais eu dans les mains le drame de Fanny, prouve, par la représentation de son manuscrit primitif, avoir été des l'abord composée par lui seul, comme étant le tribut qu'il apportait à l'œuvre commune;

«Qu'en réclamant ainsi la part qui n'est due qu'à sa plume, Anicet-Bourgeois démontre, par la production de pièces de théâtre jouées depuis longtemps, que les situations dramatiques que Chéze de Cahagne croit avoir inventées et dont il revendique la propriété, sont tombées dans le domaine public;

«Attendu, en outre, qu'abstraction faite de toutes ces preuves matérielles, il serait impossible de concevoir par quelle aberration d'esprit Philippe Dennery, qui a obtenu de nombreux succès dramatiques et qui justifie, par tous les témoignages qu'il a produits, d'un caractère désintéressé et généreux, se serait abaissé à un honteux larcin pour la satisfaction unique d'évincer un collaborateur qu'il ne connaissait pas, et de partager ses droits d'auteur avec un autre qui, au mépris de sa réputation et de son talent, aurait consenti à se rendre ainsi le complice de cette mauvaise action;

«Attendu, en conséquence, que la demande de Chéze de Cahagne dit Arsène de Cey, contre Philippe Dennery et Hostein, n'est aucunement fondée et qu'il n'y a lieu d'y faire droit;

«En ce qui touche l'intervention d'Anicet-Bourgeois;

«Attendu que la propriété du drame l'Aveugle, dont il est un des auteurs, étant contestée, il avait droit et intérêt à le défendre et à justifier qu'il avait seul composé les scènes qui ont donné lieu à la plainte en contrefaçon;

«Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu de le déclarer recevable dans son intervention;

«Par ces motifs,

«Reçoit ledit Anicet-Bourgeois intervenant dans l'instance pendante entre Chéze de Cahagne d'une part et Philippe Dennery et Hostein d'autre part, et statuant sur ladite instance:

«Déclare Chéze de Cahagne, dit Arsène de Cey, non-recevable et mal fondé dans sa demande contre Philippe Dennery et Hostein en 10,000 fr. de dommages-intérêts, et, en outre, en 500 fr. de dommages-intérêts par chaque représentation à l'avenir du drame l'Aveugle;

«En conséquence, en déboute;

«Dit qu'il n'y a lieu d'intenter la représentation, ni d'opérer la saisie de ce drame, qui demeure la propriété d'Anicet-Bourgeois et de Philippe Dennery, et sur lequel Chéze de Cahagne n'a aucun droit;

«Fait au besoin mainlevée pure et simple, entière et définitive de la défense faite à Hostein par Chéze de Cahagne de poursuivre les représentations de ce drame;

«Condamne ledit Chéze de Cahagne aux dépens, dans lesquels entreront ceux de l'intervention d'Anicet-Bourgeois.

CHRONIQUE

ETRANGER

ÉTATS-UNIS. — On nous écrit de New-York, 13 mai 1857:

M. Tillon, avocat du gouvernement français, devait porter la parole, le 12 du courant, dans la procédure en extradition des employés du chemin de fer du Nord, mais l'affaire a été renvoyée à aujourd'hui. L'heure matinale du départ de la malle m'empêche de vous transmettre même le commencement de son discours.

Le procès criminel intenté à M^{me} Cusingham, sous la prévention d'assassinat du docteur Burdell, et qui a tant ému l'opinion publique, vient de recevoir une solution aussi prompt que inattendue. Portée devant la Cour d'Oyer and terminer, l'affaire a été appelée le 5 mai. Le district-attorney avait convoqué cinq cents jurés, afin que les récusations présumées à cause d'opinion préconçue ne pussent empêcher la formation du jury. Il a été complété avec le cent dix-neuvième nom de la liste.

Le juge a ordonné que, pendant la durée des débats, ces douze citoyens logeraient et mangeraient dans un local séparé, et, au cas où ils auraient besoin de communiquer avec leurs associés et leurs familles, un agent de police a été désigné pour satellite de chacun d'eux, chargé de surveiller toutes ses démarches.

Les deux premières séances ont été consacrées à l'audition de témoignages qui ne sont venus apporter aucune preuve matérielle et légale. La tâche du défenseur était devenue facile; il s'en est tiré avec avantage. Le district-attorney n'a insisté sur l'accusation que pour la forme, et le résumé du juge a été favorable à la prisonnière.

En conséquence, et après vingt-cinq minutes seulement de délibération, le jury, à l'unanimité, l'a déclarée non coupable. Elle a été immédiatement rendue à la liberté. Cette affaire, que l'on supposait si longue et si compliquée, n'a duré que quatre jours.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE GRAISSÉSAC À BÉZIERS.

Création de 38,000 obligations de 250 fr. émises à 140 fr., portant intérêt de 7 fr. 50, jouissance du 1^{er} novembre 1856.

Le coupon du 1^{er} mai, de 3 fr. 75 c., appartient aux souscripteurs.

La souscription est ouverte à partir du 21 mai courant:

A Paris, au siège de la société, 45, rue Taitbout; A Londres, chez MM. C. Devaux et C^o, 62, King-William street.

66 fr. 25 c. sont payables en souscrivant; les 70 fr. restant sont exigibles le 1^{er} août prochain. Le souscripteur pourra se libérer par anticipation, sous notation de l'intérêt à 6 pour 100 l'an.

MM. les actionnaires du chemin de fer peuvent souscrire par préférence, à raison de deux obligations pour trois actions. Il leur est accordé, pour tout de lai, jusqu'au 31 mai.

Les autres obligations seront réparties aux souscripteurs au prorata de leurs demandes.

Dans toutes les villes où la Banque de France a des succursales, l'on peut verser au crédit de la Compagnie du chemin de fer de Graissésac à Béziers.

ON SOUSCRIT, 45, RUE TAITBOU, dans les bureaux de la Compagnie.

Source de Paris du 26 Mai 1857.

Table with 2 columns: Source and Amount. Rows include Au comptant, D^r c. 69 40, Fin courant, 69 55, etc.

AU COMPTANT.

Table with 2 columns: Source and Amount. Rows include 3 0/0, 3 0/0 (Emprunt), 4 0/0, etc.

COMPAGNIE ANGLO-FRANÇAISE DES CHAMPS-ÉLYSÉES ET DU BOIS DE BOULOGNE

L'assemblée convoquée pour le 4 juin prochain ne devant pas avoir lieu, les actionnaires de la société anglo-française des Champs-Élysées et du Bois de Boulogne possesseurs de cinquante actions et de cinquante parts d'intérêt sont convoqués en assemblée générale ordinaire et extraordinaire pour le jeudi 11 juin 1857, à trois heures de l'après-midi, au siège social, boulevard des Capucines, 39, à l'effet:

- 1° De recevoir les comptes de la gérance pour l'exercice 1856-1857; 2° D'entendre le rapport du conseil de surveillance sur la situation de la société et sur les

comptes; 3° De délibérer sur les propositions du gérant et du conseil relatives à des projets de fusion ou de cession de l'actif social pour en faire l'apport à une compagnie en échange d'actions;

4° De donner au gérant tous pouvoirs à cet effet. Conformément aux statuts, les actions et parts d'intérêts doivent être déposées au siège social avant le 6 juin pour que l'actionnaire ait droit d'assister à l'assemblée.

Ce 25 mai 1857. Le gérant, A. VERDIER et C^o.

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE DE FRANCE

MM. les actionnaires de la société Imprimerie et Librairie de France sont convoqués en assemblée générale extraordinaire pour le jeudi 4 juin, à midi, au siège de la société, rue Bon-

parte, 7, à l'effet d'entendre le rapport des gérants sur la situation des affaires sociales, d'approuver l'inventaire et les comptes, et de procéder au remplacement de M. Bouret, gérant démissionnaire. (17881)

COMPAGNIE DE L'AFRIQUE DU SUD

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale extraordinaire le samedi 13 juin 1857, à deux heures précises, chez Lemardelay, rue Richelieu, 100.

Pour délibérer, quel que soit le nombre des membres présents et des actions représentées, sur les questions soumises à l'assemblée générale extraordinaire du 25 mai 1857, laquelle n'a point réuni le nombre d'actions exigé par les statuts. (17880)

ST JACCOTTET, BOURDILLIAT ET C^o

MM. les actionnaires de la société Jaccottet, Bourdilliat et C^o sont prévus que l'assemblée annuelle aura lieu jeudi 4 juin prochain, à trois heures, rue de Bréda, 43, à Paris. (17878)

100.000 EXEMPLAIRES DE TONS CERTIS, DESSINS, MUSIQUE, PLANS, ETC.

par toute personne avec la presse autographique Ragueneau, 40, rue Joquelet. (17816)

DENTS À 5 fr.

brevetées, inaltérables, sans extraction, crochets ni pivots, garanties 10 ans; rateliers depuis 100 fr. B^r D'ORIGNY, médecin-dent., passage Véro-Dodat, 33. (17613)

CHAPEAUX

surfins, 10 fr. 50 c.; id. beaux, 7 fr. 50 c.; mécanique, 10 fr. 30 c. castors toutes nuances, 15 fr. Rue St-Denis, 278. (17780)

BANDAGE à régulateur

3 méd. d'or. son rad^e de hernies. Ne se trouve que chez BIONDETTI de Thomis, r. Vivienne, 45. (17803)

NETTOYAGE DES TACHES

sur la soie, le velours, la laine, sur toutes les étoffes et les gants, sans laisser d'odeur, par la BENZINE-COLLAS Dauphine, 8, Paris. Médaille à l'Exposition universelle. (17766)

La publication légale des Actes de Société est obligatoire dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX, le DROIT et le JOURNAL GÉNÉRAL D'AFFICHES.

Table with 2 columns: Vente mobilière and Description. Rows include 2317 Table, chaises, pendules, etc.; 2318 Pantalons, gilets, robe de chambre, etc.; 2319 Passages Feuilleil, 8, rue des Ecluses, etc.

Table with 2 columns: Faillites and Description. Rows include 2316 bis Bureaux, cartonniers, tables, chaises, buffet, armoires, etc.; 2317 Comploir, étagères, casiers, table, voiture à bras, etc.; 2318 Bureaux, tables, cartonniers, armoires, fauteuils, pendules, etc.

Table with 2 columns: DÉCLARATIONS DE FAILLITES and Description. Rows include Jugements du 25 mai 1857, qui déclarent la faillite ouverte et qui ont pour objet l'ouverture au dit jour; De la dame veuve D'ESTERBECQ (Léonie-Françoise Thiercy, veuve de Alphonse-Jules), tenant le restaurant dit Tavernier-Anglaise, rue de la Chaussée-d'Antin, 5; nomme M. Blanc, juge-commissaire, et M. Le-François, juge de Grammont, 16, syndic provisoire (N^o 4854 du gr.); PRODUCTION DE TITRES; De la société en commandite connue sous la raison sociale Louis ALBOISSETTE et C^o, sous la dénomination de fabrique de toiles Ala-

Table with 2 columns: HOMOLOGATIONS DE CONCORDATS ET CONDITIONS SOMMAIRES and Description. Rows include Concordat société EUROPÉENNE; Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 8 mai 1857, lequel homologue le concordat passé le 28 avril 1857, entre les créanciers de la société EUROPÉENNE, pour l'exploitation des établissements privilégiés d'eaux de bains et de plaisance, connue sous la raison sociale de Gradi et C^o, ayant son siège à Paris, rue Grange-Batelière, 36, société en nom collectif et en commandite, et dont était gérant le sieur de Gradi (Joseph), demeurant à Paris, rue Mironville, 5, composée dudit sieur de Gradi; Durand-Morimbeau, demeurant rue de Lancry, 14; Bullier, demeurant rue Grange-Batelière, 28, et Viall, demeurant ci-devant rue Ste-Anne, 25, et présentement à Batignolles, rue Truffaut, 62; Conditions sommaires; Abandon par les sieurs de Gradi, Durand-Morimbeau, Bullier et Viall,

Table with 2 columns: ASSEMBLÉES DU 27 MAI 1857 and Description. Rows include NEUF REDRES: D^r Bourcier, maître, red. de compte; DIX HEURES 1/2: Greflet, épicière, vérif.; MIDI: Larondel, ancien nég. en robes, synd. Bullot, entr. d'habillements, vérif.; Huet et Goussier, nég. id.; Ganard, fabr. d'articles à l'aiguille, conc. Goussier et C^o, lingerie, id.; Goussier, id.; Reverchon, grossier, union. Reverchon, grossier, netter (redd. de compte, art. 570); Veuve Collat, nég. à la toilette, quilts; UNE HEURE 1/2: Cros, charbonnier, vérif.; Weiler, ind. de confection, cilot.; Pétrol et Legrand, épicière, de voitures, id.; Harva, charbonnier, conc.; Rousseau et C^o, mds de charbons, id.; Harang, md de toiles, id.; Harang, md de toiles, id.; après union; Le gérant, BAUDOUIN.